

CONTEXTE

La crise humanitaire complexe de la République Centrafricaine entrave fortement l'accès des acteurs humanitaires dans plusieurs zones du pays, en raison de contraintes d'accès logistiques et/ou sécuritaires. Cela se traduit notamment par un déficit significatif d'informations relatives aux vulnérabilités et besoins des populations de ces zones¹.

Afin d'informer la communauté humanitaire, en contribuant notamment à l'Aperçu des besoins humanitaires ([Humanitarian Needs Overview, 2021](#)), REACH a conduit une évaluation multi-sectorielle des besoins (MSNA). Cette étude a été mandatée par le groupe de coordination inter-cluster (ICCG), avalisée par l'équipe humanitaire pays (HCT) et a été réalisée en coordination et collaboration avec le groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information (AIMWG), en particulier pour la définition des indicateurs en lien avec le Cadre d'analyse intersectorielle conjointe (JIAF). Concernant les zones difficiles d'accès, REACH a mis en oeuvre la méthodologie « Zone de connaissance / Area of knowledge (AoK) » afin de collecter des informations sur la situation humanitaire de ces zones.

Cette fiche présente le résumé des principales données collectées auprès d'informateurs clés (IC), concernant la sous-préfecture de Kouï. Les entretiens se sont déroulés entre le 24 et le 27 août depuis Bouar et ses environs.

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie « Zone de Connaissance / AoK » a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations à jour concernant les besoins de la majorité de la population vivant dans des zones inaccessibles ou difficiles d'accès, pour lesquelles les informations humanitaires sont insuffisantes.

Lors de l'élaboration de la méthodologie de la MSNA, une composante AoK a été retenue, et à la suite d'une consultation avec les acteurs humanitaires opérationnels et de coordination, cinq sous-préfectures ont été considérées comme difficiles d'accès en raison de contraintes logistiques et/ou de sécurité ne permettant pas le déploiement des équipes d'évaluation : Bambouti, Djéma, Yalinga, Ouadda et Kouï.

Les données ont été collectées par les équipes REACH au travers d'entretiens, sur la base de questionnaires multisectoriels, auprès d'IC identifiés en fonction de leurs connaissances récentes (datant de moins d'un mois) et détaillées des localités difficiles d'accès évaluées². Cette collecte de données s'est faite directement en face à face avec les IC rencontrés dans différentes localités accessibles.

Lors de l'analyse des résultats, afin d'avoir une vision des besoins à l'échelle de la sous-préfecture, REACH a procédé à l'agrégation des différentes données par localité, selon des critères de pondération préétablis³. **Les résultats présentés ci-dessous ne sont pas statistiquement significatifs, et doivent donc être considérés comme indicatifs de la situation humanitaire dans les localités évaluées de la sous-préfecture de Kouï.**

Couverture

Type d'informateurs clés (IC) :

- Résidents dans la localité **100%**
- Visiteurs récents dans la localité **0%**
- Contact indirect avec la localité **0%**

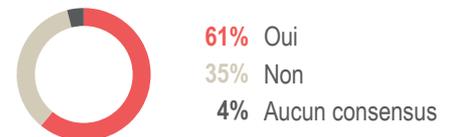
Nombre total d'entretiens **54**

Couverture géographique :

Localités évaluées : **23/96⁴**

Démographie

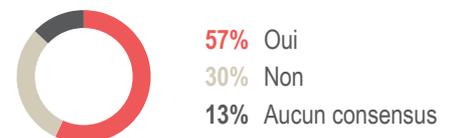
% de localités évaluées où la présence de personnes déplacées en famille d'accueil a été rapportée :
(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



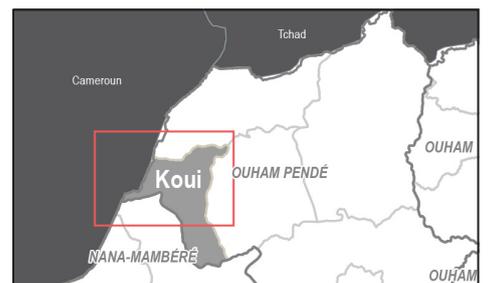
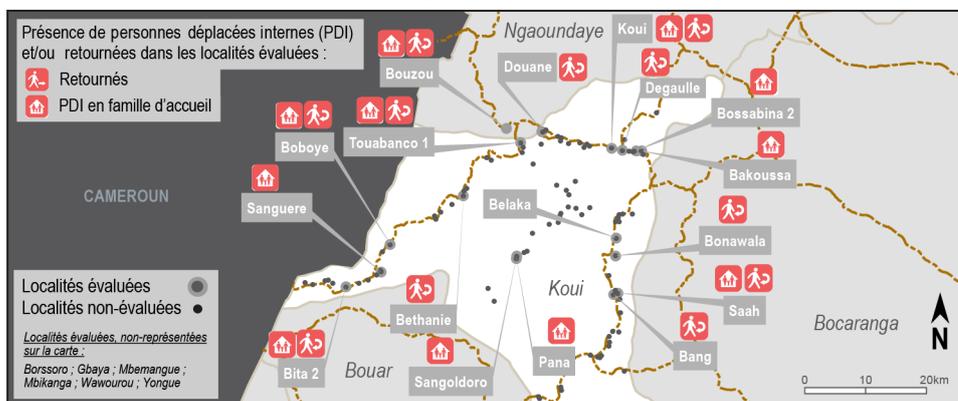
% de localités évaluées où la présence de personnes déplacées en site et/ou lieux de regroupement a été rapportée :
(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



% de localités évaluées où la présence de personnes retournées a été rapportée :
(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



Carte 1 : localités évaluées où la présence de personnes déplacées internes (PDI) et/ou retournées a été rapportée (au cours des 30 jours précédant la collecte de données) :

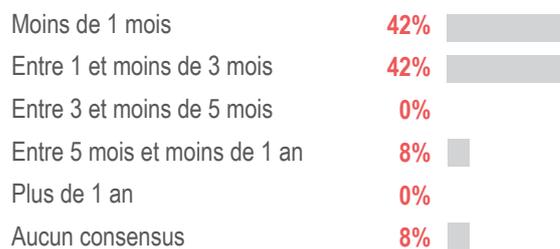


¹ [Aperçu des besoins humanitaires, République centrafricaine, 2020 \(HNO\)](#). ² Les IC ont été identifiés parmi les résidents de la localité se trouvant temporairement dans une localité accessible ; les personnes déplacées originaires de la localité ; les commerçants/voyageurs/conducteurs ayant l'habitude de se rendre régulièrement dans la localité ; les travailleurs des organisations non-gouvernementales (ONG) ou des privés travaillant pour des ONG. ³ Critères basés sur la fréquence des réponses ; le type d'IC ; la priorisation des informations/réponses considérées comme particulièrement pertinentes, bien que moins fréquentes. Dans les cas où ces critères ne suffisent pas pour l'agrégation, la réponse est rapportée comme "Aucun consensus". ⁴ Selon la base de données du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), disponible sur [Humanitarian Data Exchange \(HDX\)](#).

➔➔ DÉPLACEMENTS & MOUVEMENTS DE RETOUR⁵

% de localités évaluées par rapport à la durée moyenne de déplacement de la population déplacée :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



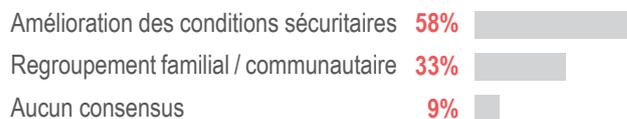
% de localités évaluées par rapport à la raison principale du déplacement de la population déplacée :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



% de localités évaluées par rapport aux conditions requises pour envisager le retour des personnes déplacées vers leurs zones d'origine :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



% de localités évaluées par rapport à la raison principale du retour de la population retournée :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



PROTECTION

% de localités évaluées où la sécurité des adultes et des enfants est une préoccupation pour les ménages :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

Sécurité des adultes



Sécurité des enfants



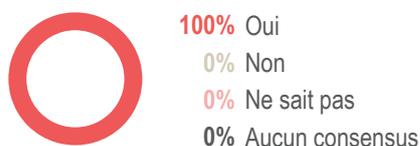
% de localités évaluées par type(s) de risques le(s) plus fréquemment rapporté(s)⁶ :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

Hommes	Travail forcé	61%
Femmes	Violences sexuelles	65%
Garçons (< 18ans)	Recrutement forcé (groupes armés)	65%
Filles (<18 ans)	Violences sexuelles	83%

% de localités évaluées où au moins un habitant a subi un incident sécuritaire :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



Il a été rapporté pour toutes les localités évaluées de la sous-préfecture de Kouï des restrictions de mouvements subies par la population.

La présence de mineurs séparés du ménage de leurs parents a été rapportée dans toutes les localités évaluées.

% de localités évaluées où au moins un enfant (< 18 ans) était rapporté comme séparé du ménage de ses parents, par raison de séparation proposée :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

Travail ou recherche de travail	100%
Décès en raison du conflit	96%
Avec d'autres membres de la famille ou autres tuteurs	91%
Mariage	91%
Enfant enlevé	83%
Enfant perdu pendant les déplacements	83%
Enfant disparu	78%
Engagement dans l'armée ou dans un groupe armé	78%
Etudes	78%
Arrestation et détention	65%

La présence d'au moins une personne en situation de handicap (physique ou mental) a été rapportée dans toutes les localités évaluées. Par ailleurs, la présence de personnes en situation de détresse psychosociale⁷ a été rapportée dans 87% des localités évaluées.

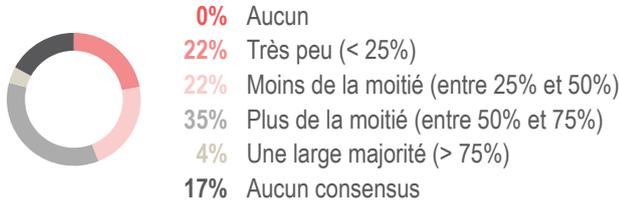
⁵ Uniquement pour les localités où il était rapporté la présence de populations déplacées et/ou retournées. ⁶ Question à choix multiples. Pour chaque groupe de population (hommes, femmes, garçons et filles) sont rapportés le ou les types de risques ayant obtenu le plus fort taux de réponse. ⁷ Personnes souffrant de cauchemars, de tristesse prolongée, de fatigue extrême, d'anxiété, etc. Indicateur défini en concertation avec le Cluster national Protection.



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

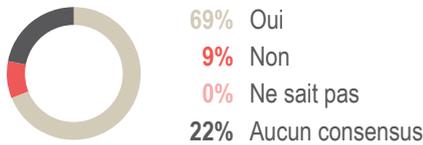
% de localités évaluées par rapport à la proportion de la population ayant un accès à la nourriture rapporté comme adéquat et suffisant :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



% de localités évaluées où la majorité de la population a été rapportée comme ayant accès à un marché fonctionnel à moins d'une heure de marche :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



La première difficulté la plus couramment rapportée concernant les approvisionnements des marchés dans la sous-préfecture de Kouï était les conditions sécuritaires pour 74% des localités évaluées.

STRATÉGIES D'ADAPTATION

% de localités évaluées où il était rapporté l'utilisation d'une stratégie d'adaptation pour plus de la moitié de la population afin de palier à un manque de nourriture, par type de stratégie proposé :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

Consommation des semences	61%	Emprunt d'argent	9%
Vente d'actifs non-productifs	30%	Engagement d'un membre du ménage dans des activités risquées ou illégales	9%
Dépense de l'épargne	26%	Vente ou consommation de la dernière femelle d'un troupeau	4%
Réduction des dépenses non-alimentaires	26%	Mendier	0%
Vendre plus d'animaux (non-productifs)	22%	Retirer les enfants de l'école	0%
Vente d'actifs productifs	22%	Vente d'une propriété foncière	0%

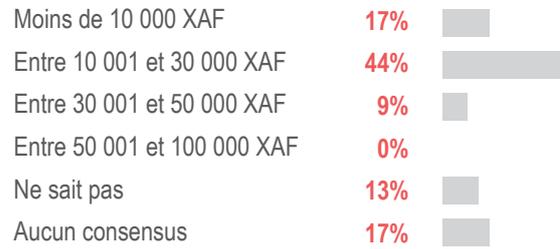
1 000 XAF = 1,52449 EUR (Source: InforEuro. Date : octobre 2020)



MOYENS DE SUBSISTANCE

% de localités évaluées par rapport au revenu mensuel moyen estimé des ménages (en Franc CFA (XAF⁸) :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



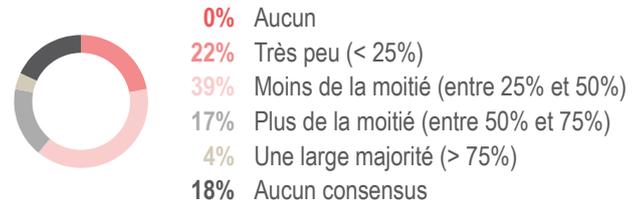
% de localités évaluées par rapport aux 3 principales sources de revenu des ménages :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

	1 ^{ère}	2 ^{ème}	3 ^{ème}
Agriculture / maraîchage	91%	4%	4%
Petits commerces	5%	18%	22%
Elevage	0%	35%	9%
Pêche / chasse / cueillette	0%	5%	18%
Autre	4%	8%	30%
Aucun consensus	0%	30%	17%

% de localités évaluées par rapport à la proportion de ménages dont les enfants participent aux activités génératrices de revenu :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



Il a été rapporté pour 70% des localités évaluées que la majorité de la population pratiquait l'agriculture.

% de localités évaluées en fonction des 3 principales difficultés rapportées pour les ménages pour pratiquer l'agriculture (au cours des 30 jours précédant la collecte de données) :

	1 ^{ère}	2 ^{ème}	3 ^{ème}
Insécurité pour accéder aux champs	65%	17%	9%
Manque de semences et/ou d'outils	31%	44%	9%
Manque de moyens financiers	0%	13%	13%
Manque de terres cultivables	0%	4%	17%
Insuffisance de main d'oeuvre	0%	0%	13%
Autre / ne sait pas	0%	4%	17%
Aucun consensus	4%	18%	22%

EAU, HYGIÈNE & ASSAINISSEMENT

% de localités évaluées par rapport à la principale source d'eau potable utilisée par la majorité de la population :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



0% Eaux de surface⁹
4% Source non-améliorée⁹
70% Source améliorée⁹
26% Aucun consensus

% de localités évaluées par rapport à la proportion de ménages ayant suffisamment d'eau pour boire, cuisiner, nettoyer et se laver :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



0% Aucun
0% Très peu (< 25%)
13% Moins de la moitié (entre 25% et 50%)
39% Plus de la moitié (entre 50% et 75%)
30% Une large majorité (> 75%)
18% Aucun consensus

Dans 48% des localités évaluées de la sous-préfecture de Kouï, le temps moyen rapporté pour se rendre à la source principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage était supérieur à 30 minutes.

% de localités évaluées en fonction des 3 principales difficultés rapportées pour les ménages pour accéder aux ressources en eau :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

	1 ^{ère}	2 ^{ème}	3 ^{ème}
Point d'eau trop éloigné	39%	9%	0%
Insécurité pour accéder à la source d'eau	0%	9%	0%
Attente trop longue et/ou quantité insuffisante	18%	22%	16%
Manque de récipients pour collecter l'eau	13%	13%	37%
Discrimination de certaines populations (enfants, femmes, personnes âgées, etc.)	0%	4%	5%
Source absente ou non-fonctionnelle	4%	9%	5%
Qualité de l'eau	4%	4%	0%
Autre / ne sait pas	4%	0%	16%
Aucun consensus	18%	30%	21%

% de localités évaluées par rapport à la proportion de ménages ayant accès à des infrastructures d'hygiène et d'assainissement fonctionnelles :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



0% Aucun
13% Très peu (< 25%)
31% Moins de la moitié (entre 25% et 50%)
17% Plus de la moitié (entre 50% et 75%)
17% Une large majorité (> 75%)
22% Aucun consensus

Dans 31% des localités évaluées, l'utilisation de latrines communautaires à disposition de plusieurs ménages, utilisées par plus de 20 personnes, a été rapportée.

Il a été rapporté pour 35% des localités évaluées que moins de la moitié de la population avait accès à du savon.

Il a également été rapporté que moins de la moitié de la population avait accès à distance de marche à des dispositifs de lavage des mains dans 78% des localités évaluées.



ARTICLES MÉNAGERS ESSENTIELS (AME) & ABRI

% de localités évaluées où il était rapporté que la majorité de la population dispose ou non des articles suivants, par raison :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données ; AC : Aucun consensus)

	Introuvable	Trop cher	Oui	AC
Serviettes hygiéniques	50%	32%	0%	18%
Bidon plastique 20L	35%	43%	0%	22%
Bâche	35%	30%	13%	22%
Semences	22%	57%	13%	9%
Couverture	30%	30%	22%	17%
Supports de couchage	26%	30%	22%	22%
Kit de cuisine	22%	43%	22%	13%
Outils aratoires	36%	23%	27%	14%
Seau + couvercle 20L	35%	17%	30%	17%
Moustiquaire	17%	30%	35%	17%

La présence de personnes habitant dans des abris inadéquats (abri d'urgence, collectif, tente, sans abri) a été rapportée dans toutes les localités évaluées de la sous-préfecture de Kouï. Par ailleurs, pour 96% des localités évaluées, le principal type de toiture des habitations était une toiture en paille.

% de localités évaluées par rapport au premier problème rapporté des abris face aux conditions extérieures :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

Fuites en cas de fortes pluies	44%
Fuites en cas de pluies légères	35%
Manque d'isolation contre le froid	13%
Aucun consensus	8%

% de localités évaluées par rapport à la proportion de la population dont le foyer est partagé par plusieurs ménages :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



0% Aucun
26% Très peu (< 25%)
26% Moins de la moitié (entre 25% et 50%)
18% Plus de la moitié (entre 50% et 75%)
4% Une large majorité (> 75%)
26% Aucun consensus

⁹ Eaux de surface : consommation directe d'eau de rivière, de pluie, de lac, etc. ; source non-améliorée : source d'eau non-aménagée, puits non-protégé ; source améliorée : source d'eau aménagée, puits protégé, forage (référence : [WASH JMP](#)).

% de localités évaluées par rapport au principal problème de santé rapporté :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

	Enfants < 5 ans	Plus de 5 ans
Paludisme / fièvre	52%	22%
Rougeole	Réponse non-proposée	35%
Diarrhée	4%	4%
Autre	26%	13%
Aucun consensus	18%	26%

% de localités évaluées par rapport aux 3 principales causes de décès rapportées :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

	1 ^{ère}	2 ^{ème}	3 ^{ème}
Conflit / violences	57%	13%	0%
Maladie	13%	31%	41%
Attaque, morsure, piqûre animale	4%	9%	4%
Manque de nourriture	4%	4%	18%
Cause naturelle	0%	9%	0%
Accident / catastrophe naturelle	0%	4%	9%
Autre / ne sait pas	0%	0%	5%
Aucun consensus	22%	30%	23%

Une campagne de vaccination infantile au cours des 12 derniers mois précédant la collecte de données a été rapportée dans 87% des localités évaluées de la sous-préfecture de Kouï.

% de localités évaluées où la majorité de la population a été rapportée comme ayant accès à des services de santé fonctionnels à moins d'une heure de marche :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



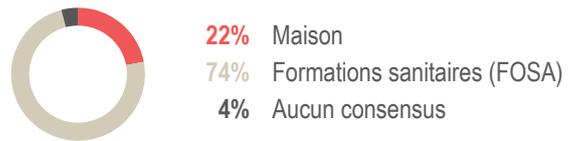
% de localités évaluées en fonction des 3 principales difficultés rapportées pour bénéficier d'une prise en charge de services de santé :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

	1 ^{ère}	2 ^{ème}	3 ^{ème}
Manque de médicaments	31%	22%	5%
Insécurité pour y accéder	22%	9%	26%
Manque de personnel qualifié	9%	26%	13%
Infrastructures détruites par les combats	4%	13%	0%
Qualité des soins trop faible	4%	0%	26%
Absence d'infrastructures à proximité	0%	0%	4%
Autre / ne sait pas	4%	4%	4%
Aucun consensus	26%	26%	22%

% de localités évaluées par rapport au lieu d'accouchement rapporté de la majorité des femmes :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



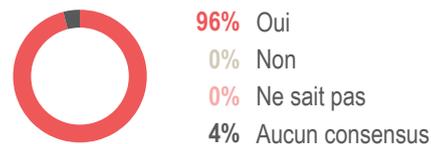
Pour les localités évaluées où il a été rapporté que la majorité des femmes accouchaient à domicile, les raisons principales rapportées étaient le manque de personnel qualifié, le coût de la prise en charge ou la fermeture de certaines maternités.



NUTRITION

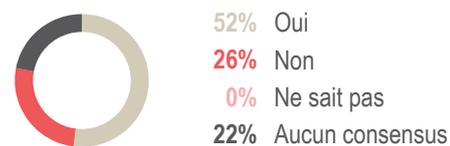
% de localités évaluées où la présence d'au moins un enfant de moins de 5 ans présentant des symptômes de malnutrition a été rapportée¹⁰ :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



% de localités évaluées où la majorité de la population a été rapportée comme ayant accès à des services de nutrition fonctionnels à moins d'une heure de marche :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)



% de localités évaluées en fonction des 3 principales difficultés rapportées pour bénéficier d'une prise en charge de services de nutrition :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

	1 ^{ère}	2 ^{ème}	3 ^{ème}
Insécurité pour y accéder	26%	23%	37%
Manque de médicaments	18%	23%	18%
Qualité des soins trop faible	17%	4%	9%
Manque de personnel qualifié	9%	14%	9%
Absence d'infrastructures à proximité	4%	0%	0%
Infrastructures détruites par les combats	4%	0%	0%
Autre / ne sait pas	4%	9%	9%
Aucun consensus	18%	27%	18%

¹⁰ Ces résultats dérivent exclusivement de la perception des IC, et non de diagnostics médicaux, et doivent donc être interprétés avec précaution.



ÉDUCATION

% de localités évaluées par rapport au taux de fréquentation scolaire estimé des élèves :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

	Filles			Garçons		
	3-5 ans	6-11 ans	12-17 ans	3-5 ans	6-11 ans	12-17 ans
Aucun élève	70%	0%	0%	70%	0%	0%
Une minorité d'élèves (≤25%)	22%	22%	35%	17%	13%	9%
Moins de la moitié des élèves	0%	43%	39%	4%	30%	39%
Plus de la moitié des élèves	0%	17%	4%	0%	30%	30%
Une large majorité d'élèves (≥75%)	0%	0%	4%	0%	9%	4%
Aucun consensus	8%	18%	18%	9%	18%	18%

% de localités évaluées par rapport à la raison principale de l'accès difficile à une éducation formelle :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

Sécuritaire	39%	<div style="width: 39%;"></div>
Infrastructures et fonctionnement	17%	<div style="width: 17%;"></div>
Vulnérabilité du ménage	9%	<div style="width: 9%;"></div>
Inégalités sociales / éco. / culturelles	4%	<div style="width: 4%;"></div>
Aucun consensus	31%	<div style="width: 31%;"></div>

Dans 83% des localités évaluées dans la sous-préfecture de Kouï, il a été rapporté que moins de la moitié des adultes n'avait pas de diplôme de l'éducation secondaire.

À propos de REACH:

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie des données, et toutes ses activités sont menées au travers des mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe de IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT).



REDEVABILITÉ (AAP)

% de localités évaluées où une assistance humanitaire au cours des 12 derniers mois a été rapportée :

(au cours des 12 mois précédant la collecte de données)



78%	Oui
13%	Non
0%	Ne sait pas
9%	Aucun consensus

% de localités évaluées où l'assistance humanitaire reçue au cours des 12 derniers mois a été rapportée comme suffisante :

(au cours des 12 mois précédant la collecte de données ; 18 localités sur 23 localités évaluées où une assistance humanitaire au cours des 12 derniers mois a été rapportée)



0%	Oui
11%	Non, la qualité était insuffisante
33%	Non, la quantité était insuffisante
11%	Non, l'aide n'a pas été reçue à temps
22%	Non, la qualité et la quantité étaient insuffisantes
23%	Aucun consensus

% de localités évaluées par rapport au premier type d'information souhaité par la majorité de la population :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

Informations, notamment sécuritaires, de la zone actuelle	65%
Informations, notamment sécuritaires, de la zone d'origine des communautés déplacées	13%
Comment s'enregistrer pour bénéficier de l'aide humanitaire	9%
Autre	13%
Aucun consensus	7%

% de localités évaluées par moyens préférés par la majorité de la population pour donner un avis aux fournisseurs sur l'aide humanitaire reçue :

(au cours des 30 jours précédant la collecte de données)

Face à face à domicile	39%	<div style="width: 39%;"></div>
Réunion communautaire	30%	<div style="width: 30%;"></div>
Face à face dans un bureau, ou avec un autre travailleur humanitaire	13%	<div style="width: 13%;"></div>
Aucun consensus	18%	<div style="width: 18%;"></div>

